

Grèce : pourquoi Hollande et Merkel ne sont pas d'accord ?

Jacques SAPIR

16 août
2015



« En fait, c'est le concept d'Etat « semi-colonial » qui apporte le plus de lumière sur la situation actuelle des pays européens. On peut considérer l'UE comme un système colonial mais dont la « métropole » ne pourrait être complètement identifiée [...] Si l'Allemagne apparaît comme le pays profitant le plus des structures de l'UE, cela n'implique pas que l'UE soit le système colonial de l'Allemagne ».

Dans le système colonial originel, les colonies sont géographiquement réparties entre les bourgeoisies nationales. Les profits tirés de l'exploitation coloniale reviennent dans chacune des métropoles [pour la partie qui n'est pas réinjectée dans l'exploitation de la colonie ou consommée par les colons] entre les mains des investisseurs nationaux. La traçabilité du système économique est alors totalement évidente puisque chaque métropole dispose de son propre dispositif politique et répressif, de ses propres acteurs économiques nationaux, de ses institutions financières dédiées et organise ses propres flux d'enrichissement séparés des flux des impérialismes concurrents. A noter que cette forme primitive de colonialisme est d'une certaine façon profitable au développement économique de chacune des nations qui le pratique, même si cette conséquence objective est évidemment induite et nullement recherchée. Les peuples des puissances coloniales tirent en effet un certain part [notamment la petite bourgeoisie salariée qui se constitue historiquement en tant que force] de la prospérité nationale qui en résulte, au point de servir de terreau politique à l'avènement de la social-démocratie. A noter également que les puissances impériales ne sont alors pas elles-mêmes colonisées et distinguent nettement entre la métropole et l'empire qui constituent à leurs yeux des champs socio-politiques différents.

Dans l'actuel système colonial mondialisé, les capitaux des possédants sont mélangés sans aucune discrimination liées à leurs origines au sein des institutions financières transnationales privées [banques, fonds d'investissements, fonds de pensions, actionnariat des grandes entreprises, etc.] qui ne sont que des outils aux mains des [plus ou moins] riches de toutes nationalités pour assurer la valorisation de leurs avoirs. Il existe toujours des bourgeoisies nationales dans la composition sociologique de chaque pays européen, mais elles ne sont plus identifiables en tant que telles dans les opérations financières qui servent de base à leur enrichissement ni leurs profits discernables en termes de destination nationale des flux qu'ils représentent. Les rentiers sans distinction de nationalité remplacent alors les bourgeoisies nationales qui n'ont plus de réelle identité dans les processus économiques en cause, lesquels fondamentalement sont pourtant les mêmes qu'auparavant. Avec toutefois cette première différence que les groupes sociaux qui constituent ces rentiers se sont élargis à une petite / moyenne bourgeoisie salariée qui a surgit et s'est développée sur la scène historique, en partie du fait de la première période coloniale pendant laquelle elle a progressivement conforté sa place dans l'économie et son influence politique. Du fait notamment des besoins en main d'oeuvre qualifiée qui a résulté de l'essor économique général lié au colonialisme, mais également de l'intérêt que les possédants voyaient à ce qu'elle leur soit inféodée

et ne se joigne pas au mouvement ouvrier.

Il ne faut pas voir ailleurs que dans ce mouvement de ralliement des couches favorisées du salariat au règne de la rente, le substrat de ce qu'il est convenu d'appeler le "virage à droite" des sociétés développées : la financiarisation de l'économie a permis à cette sorte de nouveaux [plus ou moins] riches de prendre des positions dans le capital internationalisé qui n'impose plus aucun seuil de fortune pour détenir des parts virtuelles de la richesse accumulée, ni réseau au sein de la classe des possédants, ni audace entrepreneuriale ou inventivité d'aucune sorte pour prospérer. Sans pour autant leur permettre d'accéder à la gouvernance d'un système rentier entièrement restée entre les mains de leurs hôtes plus anciens dans la place dont le capital était plus directement industriel. On peut dire à cet égard que la petite / moyenne bourgeoisie salariée [dans son état actuel de relatif accomplissement économique] est le produit du capitalisme financier transnational un peu comme la classe ouvrière fut le produit du capitalisme industriel national. Avec cette particularité propre à la France [et indétectable sur les radars allemand] qu'elle demeure influencée par des thématiques de contrôle total de la situation à son profit, un peu comme la classe ouvrière le fut avant elle. Il n'est pas absurde de mettre cette démarche atypique sur le compte de ce qui apparaît comme une sorte de génie révolutionnaire propre aux français qui les pousse à rechercher dans les alliances politiques une position d'hégémonie. Après tout, il n'y a qu'en France où la bourgeoisie nationale naissante n'a pas accepté de partager sa domination avec les forces féodales déclinantes et a ressenti l'irrépressible besoin lors de la grande Révolution de se débarrasser de ceux qui l'avaient précédée dans son rôle de classe dirigeante. Pire, elle s'est alliée pour ce faire à de larges fractions du peuple, ce qui ne s'est pas vu non plus dans les autres pays.

La petite / moyenne bourgeoisie salariée incarnée par la social-démocratie est aujourd'hui habitée en France par cette même volonté d'asseoir sa suprématie, non plus contre les féodaux comme le fit la bourgeoisie nationale avant de l'accueillir en son sein, mais contre les vestiges de cette dernière qu'elle juge désormais inapte à défendre ses intérêts spécifiques. A noter qu'elle dispose au sein de la superclasse d'alliés de poids en la personne des managers salariés de l'industrie et de la finance qui pour l'essentiel ne sont pas issus de l'ancienne bourgeoisie nationale et sont divisés sur la question du maître à servir à raison du rapport de leur propre enrichissement à la production réelle. Les supplétifs de l'ordre impérial ancien aspirent à prendre les commandes du système à la place de ceux qui les y ont accueillis. Les cadres aisés veulent prendre la place des patrons [pour faire court] et n'hésitent pas plus que leurs lointains inspirateurs dont les héritiers sont devenus leurs concurrents après les avoir adoubés, à s'appuyer sur le peuple en se réclamant de la gauche. A noter que dans son programme originel adopté au Congrès d'Épinay "Changer la vie" le Parti Socialiste se réclamait d'un anti-capitalisme militant. Comprise à la lumière particulière de ce qui précède et non pas des politiques qui s'en sont suivies, cet anti-capitalisme hémiplogique n'était peut-être pas aussi radicalement démagogique qu'on a bien voulu le penser.

En déléguant la rentabilisation de l'essentiel de leurs avoirs au système financier transnational, les bourgeoisies nationales ainsi confortées par les forces sociales nouvelles créées pour les besoins de leur propre domination, ont en quelque sorte collectivisé le capitalisme au sein d'une internationale du capital, effacé les frontières nationales qui séparaient leurs modes d'intervention entre l'intérieur et l'extérieur de chacun de leurs pays. Avec l'effet d'appauvrissement que l'on observe sur l'ensemble du champ indistinctement livré à leur prédation et sans qu'elles n'affichent plus aucune forme d'intérêt national autonome des intérêts de la superclasse mondiale à laquelle elles appartiennent désormais. C'est seulement à ce prix qu'on a pu faire de la place aux nouveaux arrivants à la table du festin dont ils convoitent la place d'honneur, celle depuis laquelle s'opère la distribution des plats. La métropole du système néocolonial, c'est le capital transnational lui-même [global conviendrait sans doute mieux] en quelque sorte déterritorialisé, qui ne produit plus dès lors aucun effet de ruissellement sur aucun des anciens territoires nationaux concernés, si ce n'est sur les classes moyennes supérieures elles-mêmes, mais il ne s'agit pas alors précisément de ruissellement puisqu'elles sont désormais admises au grand partage capitaliste de la ressource. C'en est fini des retombées en pluie fine profitables au développement national. Les territoires métropolitains ne sont plus distincts des colonies dans la stratégie des possédants, les empires ne se dévorent plus entre eux comme depuis les origines, mais deuxième inflexion d'importance dans l'histoire du colonialisme, ils dévorent désormais ensemble les lieux qui les ont vu naître dans une forme d'auto-colonisation dirigée contre leurs peuples à travers les politiques d'austérité. Aux guerres de conquêtes de chaque nation coloniale contre les peuples colonisés et entre elles pour gagner sans cesse du terrain, a succédé une guerre globale des riches contre les pauvres et autant que possible des pauvres entre eux, appelée guerre de civilisation

dans les anciens territoires coloniaux, guerre contre le terrorisme [et l'ennemi intérieur] dans les anciennes métropoles. Le tout bien sûr au nom de la paix, de la démocratie et de la prospérité sans rien changer à l'habillage idéologique des premiers temps de l'impérialisme.

Si l'Allemagne apparaît comme la principale maîtresse d'œuvre de ces menées néo-coloniales à l'échelle de l'Europe de l'Ouest, c'est parce que ses rentiers sont les plus nombreux et les plus riches d'Europe et donc les plus touchés par la difficulté grandissante à valoriser leur capital de façon satisfaisante et surtout garantie. C'est cette surabondance de l'épargne immatérielle désormais en partie détenue par une frange du salariat aisé désireux d'être de la fête qui a transformé les colonialismes nationaux en une sorte de colonialisme continental introverti qui se retourne contre les vieilles nations parce que personne n'a réellement besoin de tout ce capital désormais surabondant qui perd inexorablement de sa valeur économique à mesure que sa masse augmente et que se raréfient à due concurrence ses opportunités d'emploi rentable et garanti. A y bien réfléchir, il n'y a aucune raison rationnelle pour que les besoins mondiaux solvables nécessitant des apports en capitaux pour être satisfaits suivent le rythme de l'accumulation de l'épargne des rentiers. Il faudrait au contraire une intervention de la providence pour que cette rente qui croît pour une part essentielle du fait du pillage des ressources des pays pauvres soit rémunérée selon les mécanismes du marché par ces mêmes pays délibérément appauvris. On comprend alors qu'il est impératif de rentabiliser tous les gisements potentiels de profit à travers le monde, en décrétant la chasse libérale ouverte sans plus d'égards pour les anciennes frontières des chasses gardées où se maintient encore pour l'heure une certaine solvabilité. Les arguments anthropologiques et historiques qui cherchent à expliquer le rôle endossé par l'Allemagne dans la conjoncture actuelle sont très intéressants pour alimenter d'autres systèmes d'explication qui ont leur valeur, mais relativement inutiles en regard de cet impératif économique porté par les rentiers allemands qui suffit à la compréhension de la situation.

L'Allemagne fait le job sur la ligne de front, qu'elle est naturellement prédisposée à faire compte tenu de la structure même de son capital résident, de son volume et de sa répartition dans la société allemande ainsi que des représentations idéologiques qu'elle s'en fait à l'ombre de la weltshauung des junkers prussiens. Dès lors, les épargnants des autres nationalités n'ont pas besoin de porter les chaussures à clous de Schauble. Ils peuvent même se permettre d'exprimer des réserves comme le fait Hollande au nom de ses électeurs issus [ou aspirant à faire partie] des classes moyennes supérieures souvent salariées ou anciennement salariées. Ces réserves expriment le point de vue au sein de la méga classe mondiale désormais au pouvoir, des épargnants conscients de la nécessité d'un consensus dont ils perçoivent en France mieux qu'en Allemagne la fragilité. Cela est dû à leur expérience / origine sociale qui leur a donné le sens des rapports de force aussi bien qu'à la persistance en France d'un moindre unanimisme politique sur ces questions.

La différence tendancielle d'appréciation de la situation entre rentiers allemands et français a sans doute à voir en effet avec une plus grande hétérogénéité de l'origine de la prospérité des rentiers en France. Elle est liée au fait que l'Allemagne n'a jamais été une puissance coloniale et que sa petite / moyenne bourgeoisie salariée a été [re]constituée dans une certaine urgence et de toutes pièces par les Etats-Unis au sortir d'une guerre qui l'avait ruinée, sans réel ancrage historique ni autonomie idéologique par rapport à la classe des possédants dans son ensemble. Encore qu'il existe évidemment des rentiers français qui partagent le point de vue allemand [exprimé par la CSU aussi bien que le SPD] et des rentiers allemands qui sont sur la position française [exprimée par le PS]. Ces forces dominantes au sein du capital « français » dont la dissidence n'est qu'apparente se donnent en effet pour intérêt et rôle historique de pérenniser le système néocolonial sur le moyen / long terme au-delà des vicissitudes du moment. La sorte de partage du travail conflictuel auquel se livrent les anciens et les modernes au sein de cet impérialisme redéployé renforce l'illusion que l'Allemagne serait la métropole du système alors qu'elle agit évidemment dans l'effolement général, pour les intérêts de court terme des rentiers de tous les pays d'Europe [dont les rentiers grecs d'ailleurs] étreints par une même inquiétude existentielle partagée et justifiée quand aux débouchés de leur épargne.

Cette structuration des forces socio-politiques propre à la France n'est pas sans rappeler le rôle joué par cette même petite / moyenne bourgeoisie salariée dans les années 1980 où elle est parvenue à asseoir son ascendant politique sur les forces traditionnelles du capital autour de la candidature victorieuse de Mitterrand aux élections présidentielles. L'affrontement qui l'opposait à la droite pure et qui n'a pas cessé depuis pour la conquête du leadership, était du même ordre que celui qui l'oppose aujourd'hui aux conservateurs allemands au sujet de la Grèce et consistait déjà davantage en une opposition sur la méthode que sur le fond des deux grandes familles de

rentiers qui se disputent l'hégémonie au sein de la société dominante. L'objet politique de la contradiction n'est d'ailleurs pas si différent puisqu'il s'agissait à l'époque de Reagan et de Thatcher tout comme aujourd'hui de concevoir l'application des politiques libérales en Europe de l'Ouest, c'est à dire fondamentalement la gouvernance de la supranationalité au service des intérêts de la super-classe. Le sens du différent est également toujours le même puisqu'il s'agit au fond de statuer sur le destin de l'une des composantes de ladite superclasse qui entend élargir à l'Europe la position qu'elle a acquise en France. Avec cette même façon pour les uns de prôner le juridisme étroit, autoritaire et dominateur du seigneur féodal dont on n'a jamais vraiment divorcé, à qui tout est dû « de naissance » en quelque sorte, et pour les autres une approche politique plus consensuelle, mieux en phase avec les mouvements de la société, celle des challengers qui s'étant hissés eux-mêmes au niveau de pouvoir où ils sont parvenus grâce à leur alliance avec les forces démocratiques et sous l'effet de leur influence, n'ont pas encore oublié que rien ne s'acquiert jamais qu'à travers les luttes politiques.

Cette question des modalités de l'abandon des règles démocratiques au sein des pays de l'UE et des formes institutionnelles d'exercice du gouvernement colonial oppose idéologiquement la social-démocratie française aux représentants des rentiers allemands. La fin prime sur la méthode pour les rentiers allemands toutes appartenances politiques confondues et peu importe à leurs yeux [ni aux yeux de la droite française] que les décisions adéquates soient prises sous direction allemande et revendiquées comme telles sur un fond de retour à la barbarie. Les socialistes français sont davantage attachés à préservation des formes au point de s'être singularisés de la meute européiste à l'occasion de la crise grecque où ils ont revendiqué leur relative autonomie en prônant la création d'une instance budgétaire transnationale qui prendrait les mêmes décisions mais sous couvert de délibération inter-étatique. Derrière cette divergence de vues il y a un bras de fer, non pas tellement entre la France et l'Allemagne mais entre les deux composantes constitutives de la rente à l'échelle européenne en conflit autour de la question du pouvoir. Cette question de la place des bobos [pour faire court] dans le dispositif et surtout du périmètre des retombées profitables à la rente est tellement au coeur de l'identité des socio-démocrates français [elle en est en fait le principe fondateur] que le PS a fait de son acceptation par le PCF la seule et unique condition à la participation des ministres communistes au gouvernement Jospin dit de la "gauche plurielle" dans les années 1990. Le PCF de l'ineffable Robert Hue n'a pas vu à l'époque que cette exigence scellait son instrumentalisation au service d'une cause et son allégeance à des intérêts qui lui était complètement étrangers.

Sapir a bien raison de dire que l'UE peut être considérée comme un système colonial et que cette approche éclaire la compréhension de la situation politique dans cette partie de l'Europe de l'Ouest. En laissant sagement de côté le rôle complexe des Etats-Unis dans la construction européenne comme il le fait, on pourrait aller au-delà de la thématique sur l'absence de métropole coloniale identifiable et sur l'irréductibilité de ce système à une forme d'impérialisme allemand. Pour décrire une autre dimension de cette a-territorialité du système « semi-colonial » qui expliquerait comment et pourquoi les rentiers européens fédérés à travers l'UE dans une Sainte Alliance du capital libérée de tout chauvinisme, en sont venus pour répondre à la crise des débouchés à coloniser de l'intérieur leurs propres territoires et leurs propres peuples sous le couvert d'une libre circulation des capitaux mâtinée d'un ordo-libéralisme aujourd'hui contesté en son propre sein. Et surtout donnerait à comprendre comment cette contestation met aux prises au delà de l'appartenance de leurs membres à la gauche ou à la droite, des groupes sociaux bien concrets animés par des stratégies et des légitimités antagoniques au sein des forces de l'Empire à l'échelle européenne. D'adosser ainsi la résistance des peuples d'Europe de l'Ouest à l'histoire des luttes anticoloniales donne sa pleine portée au propos de l'auteur [sans doute largement à son corps défendant] selon lequel les luttes qui s'y déroulent et leur inéluctable dimension de libération nationale [par une reconquête de la souveraineté] sont indissociables. Et n'ont aucunement lieu d'être le seul fait de la gauche dont une partie substantielle s'est sociologiquement constituée et a connu son essor politique en appui à chacune des deux grandes phases historiques du colonialisme et notamment de la seconde dont elle a été la principale bénéficiaire et la cause, sinon la seule initiatrice.

»» <http://russeurope.hypotheses.org/4140>